

Ce n'est qu'un début...

Cahiers > L'effet papillon

Le 3 janvier 2012 |

Colorée la « manif » du 2 décembre. Comme toujours quand les 3 syndicats du pays organisent une manifestation. Rouge et vert pour les 2 grands syndicats : FGTB et CSC. Bleu pour le 3e, la CGSLB. Entre 60 000 et 80 000 personnes ont manifesté pour dire non au recul social prévu par le nouveau gouvernement. Pour les syndicats, l'accord gouvernemental est injuste. On ne s'attaque pas assez aux responsables de la crise. Mais on s'attaque à ceux qui ont déjà payé la crise une fois.

Enfin un nouveau gouvernement ! En Belgique, tout le monde devrait être soulagé. Le pays échappe à la catastrophe. Les 6 partis politiques flamands et francophones ont finalement trouvé un accord sur le programme social et économique du pays. Gros point de discussion : le budget de l'Etat. En 2012, il faut trouver 11,3 milliards d'euros pour avoir les comptes en équilibre. Où et comment trouver l'argent ? Les négociations ont été longues et difficiles. Les socialistes, les libéraux et les centristes n'ont pas les mêmes idées sur la question. En plus, il y a des différences entre Flamands et francophones d'une même « famille politique ». Donc, depuis fin octobre, les partis discutent et se disputent sur le programme économique et social. Ils ont finalement trouvé un accord. Un accord équilibré, de « centre-centre » disent certains responsables politiques. On a contenté les 6 partis.

Grogne syndicale

Les syndicats, eux, ne sont pas contents. Ils trouvent que l'accord est déséquilibré, injuste, pas de « centre-centre » mais de « droite ». Et ils le font savoir. Vendredi 2 décembre, ils ont organisé une grande manifestation à Bruxelles. De 60 000 à 80 000 personnes ont répondu à l'appel. Pour les syndicats, cette manifestation est une réussite et une première étape. Une première étape dans « l'agitation sociale ». Pour les syndicats, l'agitation sociale est inévitable parce que l'accord est imbuvable. Imbuvable parce qu'injuste socialement. Imbuvable parce qu'il va appauvrir une grande partie de la population. Imbuvable parce qu'il ne va pas relancer l'économie. Oui, disent les syndicats, il faut diminuer la dette et lutter contre la crise. Et cette crise vient des banques et des marchés financiers : « *Les marchés financiers ont fait n'importe quoi. Ils nous ont mis dans la dèche. Ils nous ont mis dans les dettes. Après avoir distribué gros dividendes et bonus scandaleux, ils nous font chanter et nous demandent de payer les pots cassés.* » Le gouvernement ne s'attaque pas assez à la grande fraude fiscale, aux banques, aux grandes entreprises qui font des bénéfices mais ne créent pas d'emplois. Par contre, le gouvernement s'attaque surtout à ceux qui ont déjà payé une fois la crise.

Recul social ?

Vendredi 2 décembre, il n'y avait qu'à entendre les discours des responsables syndicaux à

la manifestation. Anne Demelenne pour la FGTB. *En 2010, c'est 15 milliards de cadeaux que l'Etat (c'est-à-dire nous) a donné aux entreprises : obligation de résultats ? Responsabilisation ? Rien. Nada. Niets.* Luc Cortebecq pour la CSC : *"Qui sont les irresponsables ? Les travailleurs et les chômeurs ? Ou ceux qui nous ont conduits à ce désastre ? Nous exigeons des corrections. Pour plus de justice. Et plus de démocratie aussi."*

Vendredi 2 décembre, il n'y avait qu'à lire les slogans de la manifestation : *Non à l'austérité aveugle ! Pas touche à l'index, à la prépension et à la pension, aux allocations d'attente et aux allocations de chômage.* Les partis politiques répondent que l'on garde l'index, que les allocations de chômage ne sont pas limitées dans le temps. D'accord, disent les syndicats. Mais pour le reste, c'est un recul social. Par exemple, la FGTB estime que les changements pour les allocations d'attente conduiront à l'exclusion brutale du chômage de 30 000 bénéficiaires. Pour les syndicats, la « manif » du 2 décembre n'est donc qu'un début, il y aura d'autres manifestations et d'autres grèves.

Thierry Verhoeven